Industrie

Sarkozy promet des aides pour l'automobile

C' est un discours tous azimuts que le président de la République a prononcé hier, à l'occasion de ses voeux aux forces économiques. Venu visiter la plate-forme logistique de PSA de Vesoul (Haute-Saône), Nicolas Sarkozy s'est campé en grand défenseur de l'industrie française, réaffirmant son intention de « ne pas laisser tomber » le secteur automobile, victime de la crise économique.

Il est aussi monté au créneau sur la question de la rémunération des grands patrons. Par ailleurs, le chef de l'Etat s'en est aussi violemment pris à SUD-Rail *(lire ci-dessus)*

De nouvelles aides pour les constructeurs automobiles français. Devant des salariés de PSA plutôt séduits (malgré la présence de quelques dizaines de manifestants devant l'usine), le chef de l'Etat l'a confirmé : juste après les états généraux de l'automobile qui réuniront, mardi, tous les acteurs de la filière, des mesures seront prises. Objectif : encourager, financièrement la mutation du secteur via notamment le développement de véhicules électriques. Outre un allégement de charges, l'Etat pourrait aussi prêter de l'argent à PSA Peugeot-Citroën et Renault. En échange, ces derniers devront apporter des garanties en matière d'emplois. « Qu'on délocalise pour gagner un nouveau marché au Brésil, je le comprends parfaitement, a déclaré le chef de l'Etat, mais qu'on fasse fabriquer ailleurs qu'en France des voitures qu'on vend ensuite en France, c'est plus difficile à accepter. »

Les dirigeants des banques invités à suspendre leurs bonus. En contrepartie d'une nouvelle vague de recapitalisation (10,5 milliards d'euros sont prévus, l'Etat devant empocher en retour 800 millions d'intérêt cette année), le chef de l'Etat demande aux banques de « suspendre en 2009 la part variable des rémunérations de leurs dirigeants sur les résultats de 2008 ». Idem pour les dividendes versés aux actionnaires. Plus généralement, le patronat devra respecter ses engagements en matière de rémunération, faute de quoi, l'Etat légiférera, a prévenu Sarkozy. Une menace déjà brandie l'an dernier. En vain. Les banques devront prendre « des engagements plus précis en termes de financement de l'économie ». Le gouvernement veut ainsi s'assurer que tout cet argent sera bien prêté aux PME et aux particuliers. Par ailleurs, Oséo, la banque des PME, pourra garantir jusqu'à 90 % des prêts accordées aux petites et moyennes entreprises.